

Ces lobbys américains menacent l'élevage français

Un rapport de l'École de guerre économique met en lumière la manière dont la philanthropie américaine et certains lobbys mènent une offensive silencieuse contre le modèle agricole français.

Interview

« L'idéologie de l'abolition de l'élevage est une vraie menace »

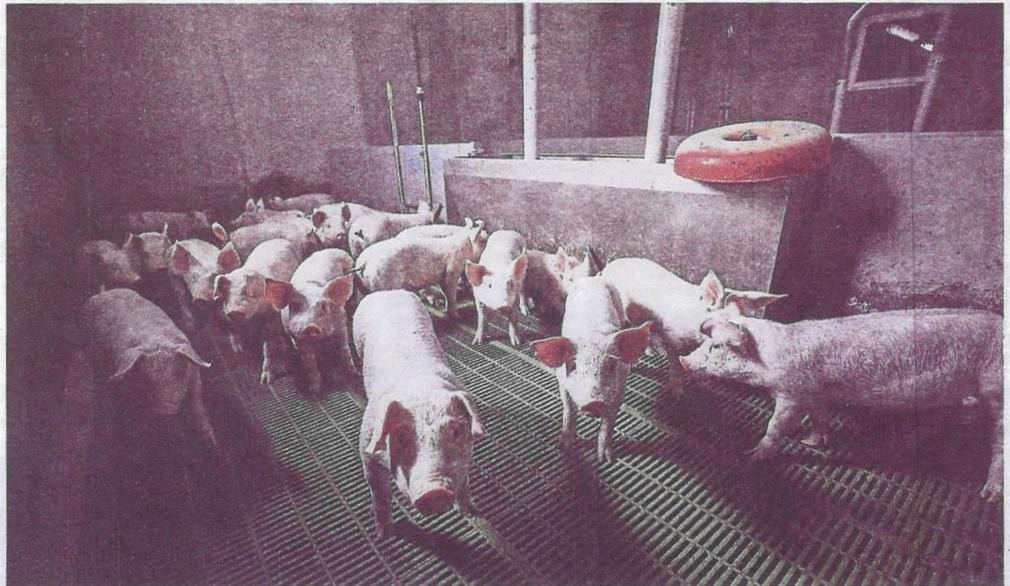
Propos recueillis par P.C.

Quelles sont les menaces qui pèsent sur l'élevage français ?

Stéphane Gallais, éleveur en Ille-et-Vilaine et secrétaire national de la Confédération paysanne :

Le problème des revenus est central. En parallèle, les accords de libre-échange nous placent face à une concurrence déloyale et créent des problèmes de compétitivité.

À cela s'ajoutent les crises sanitaires et climatiques et la création de fermes de plus en plus grandes par les géants de l'industrie. Les animaux ne sont plus l'objet premier, comme dans le cas de la méthanisation en élevage bovin. Nous défendons un élevage qui permet de préserver la souveraineté alimentaire de nos territoires. En outre, la disparition



Un rapport de l'École de guerre économique dénonce l'influence de lobbies américains qui financent à la fois des associations de défense de l'environnement et du bien-être animal et des entreprises du marché de la viande artificielle. Photo Lionel Le Saux

de la souveraineté alimentaire de nos territoires. En outre, la disparition du maillage des abattoirs, en raison du poids des lobbys des géants de la viande, met en péril les éleveurs qui ne peuvent pas faire des centaines de kilomètres pour s'y rendre.

Comment réagissez-vous aux pressions grandissantes liées à la défense du bien-être animal ?

De nombreux paysans de notre réseau s'interrogent sur la montée de l'antispécisme. Les vidéos publiées par des associations comme L214 interrogent légitimement les citoyens sur les conditions d'abattage. Nous avons d'ailleurs de nombreux retours : les consommateurs sont particulièrement sensibles aux questions sociétales.

La Confédération paysanne a donc créé des formations pour donner des outils de réflexion sur le sujet, et aider les éleveurs à développer leur argumentaire.

Redoutez-vous le militantisme de certaines associations ?

Nous avons identifié L214 comme des abolitionnistes de l'élevage. Ils s'attaquent à l'industrialisation de l'élevage, avec une volonté d'abolition de la domestication sous-jacente. L'idéologie de l'abolition de l'élevage est une vraie menace. Je pense qu'il y a, bel et bien, un lien de circonstance entre ces associations abolitionnistes et l'émergence d'un plaidoyer politique pour promouvoir les alternatives aux viandes animales.

Un rapport de l'École de guerre économique dénonce l'influence de lobbys américains qui financent à la fois des associations de défense de l'environnement et du bien-être animal et des entreprises du marché de la viande artificielle. Photo Lionel Le Saux

Pierre Coudurier

Entre la pression des marchés mondiaux, le changement climatique, les exigences environnementales croissantes et une concurrence internationale parfois déloyale, les éleveurs français sont confrontés à de multiples problématiques. Inquiets pour leur avenir et de plus en plus âgés, ils continuent de manifester leur mécontentement, comme lors des mobilisations de novembre contre le traité de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne. À ces enjeux bien identifiés, s'en ajoute un autre, souvent relégué au second plan : l'ingérence étrangère dans le modèle agricole français. Ce phénomène a été récemment mis en lumière par un rapport de l'École de guerre économique (EGE)(*).

En faveur de la « Foodtech »

Dans ce document de décembre 2024, consulté par Le Télégramme, l'EGE expose les ressorts de ce qu'elle identifie comme une menace pour la souveraineté alimentaire française. L'étude décortique la manière dont des fondations philanthropiques et des industriels américains essaient de bouleverser nos modes de consommation, au détriment de l'élevage français. « Ces acteurs économiques soutiennent des associations militantes afin de promouvoir des réglementations plus strictes », avertit Christian Har-

bulot, directeur de l'EGE.

En clair, ces lobbys américains financent des associations « welfaristes », qui militent pour le bien-être animal et généralement pour réduire la consommation de viande, tout en investissant sur le marché des protéines alternatives. En effet, ces mêmes fondations philanthropiques, accompagnées de géants de l'agroalimentaire, ont investi des milliards dans la recherche et le développement sur la viande artificielle. C'est ce qu'on appelle la « Foodtech », un marché dominé par les entreprises américaines. Or, il n'existe, à ce jour, « aucun consensus scientifique » pour justifier la substitution de ces produits à la viande naturelle, que ce soit pour l'environnement ou la santé.

L214 a reçu six millions de dollars

Pour illustrer son propos, l'EGE pointe du doigt certaines associations françaises, comme L214 ou encore Greenpeace. Engagée notamment pour le bien-être animal, Greenpeace milite pour faire adopter des normes plus favorables aux alternatives végétales, « facilitant l'implantation de la Foodtech », quand L214 défend totalement « le démantèlement de l'industrie de la viande » et estime que la viande artificielle « peut être une solution ».

Bien qu'elle ait aidé au réveil des consciences sur la souffrance dans

certaines abattoirs, L214 « exploite habilement les émotions de l'audience » pour « manipuler l'opinion publique et promouvoir ses objectifs », selon l'EGE. Les financements de l'association sont mis en question. Notamment ceux provenant de l'Open Philanthropy Project (OPP), un organisme issu d'une union entre Good Ventures (créée

animaux et des organisations soutenant les start-up de viande cellulaire. À l'instar de The Good Food Institute, qui a reçu 6,5 millions de dollars de l'OPP pour promouvoir la viande artificielle.

« Ces acteurs économiques soutiennent des associations militantes afin de promouvoir des réglementations plus strictes »

CHRISTIAN HARBULOT,
DIRECTEUR DE L'EGE

par l'un des fondateurs de Facebook) et Give Well (association caritative évaluant l'efficacité des dons). Entre 2017 et 2024, l'OPP a versé de manière échelonnée plus de six millions de dollars à L214, soit environ 16 % de son budget pour l'année 2023. Et, selon l'étude, ces financements américains ont des intentions cachées. L'OPP jouerait, en effet, un double jeu, en tant qu'intermédiaire entre les associations de défense des